



FÉVRIER 2021

LE RENOUVEAU DE L'ARMÉE BRITANNIQUE: NOUVELLES TECHNOLOGIES, BREXIT ET PROJETS STRATÉGIQUES



© Peter Nicholls / Reuters

Écrit par Victor Suret



Victor Suret a effectué trois années en classes préparatoires de lettres (Hypokhâgne-Khâgne) avant de poursuivre sa formation au sein du Master de géopolitique de l'Institut Catholique de Paris. Si ses mémoires d'études se sont surtout orientés vers la question de l'industrie de l'armement en Europe, il s'est également intéressé à des sujets de philosophie politique et de conflits régionaux.



INTRODUCTION

« Entre l'Europe et le grand large, nous choisirons toujours le grand large », déclara pendant la guerre Winston Churchill à Charles de Gaulle, alors que, déjà, se posait la question de la naissance des hypothétiques « États-Unis d'Europe » rêvés par Victor Hugo. Ce fut donc en pleine connaissance de cause que le Général manifesta son opposition à l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté européenne alors naissante, sachant pertinemment que, si un jour, cette union devait se produire, l'Angleterre finirait toujours par répondre à cet esprit d'indépendance si caractéristique des nations insulaires.

Après trois ans de négociations, le 31 janvier 2020, la Grande-Bretagne a formellement repris en main sa destinée, et devra adapter sa politique générale à ce nouveau statut. Les questions de défense nationale n'échappent évidemment pas à la règle. Les compétences de l'Union européenne étaient certes très limitées quant à celles-ci, mais il ne faudrait cependant pas faire abstraction de l'enjeu essentiel de la coopération en matière d'armement et d'industrie de défense. Prenant en compte cette nouvelle situation, le Premier ministre Boris Johnson a déclaré le 19 septembre 2020 à la Chambre des Communes, en plein cœur de la pandémie de covid-19, que la Grande-Bretagne allait consentir à un vaste effort de 16,5 milliards de livres sterling sur quatre ans en faveur de ses forces armées. Cet investissement s'ajoutera à un plan initial de 7,6 milliards de livres, portant l'investissement total à 24,1 milliards de livres (soit environ 27 milliards d'euros), une somme considérable pour un pays consacrant chaque année environ 40 milliards de livres à sa défense.¹

Boris Johnson a clairement manifesté sa volonté de refaire du Royaume-Uni une puissance militaire majeure, et de reconstituer une *British Navy* qui serait de nouveau la plus grande d'Europe, détrônant ainsi la Marine nationale qui avait réussi à conquérir ce titre pendant quelques années. À cette fin, le gouvernement britannique a présenté les grandes orientations stratégiques de la prochaine décennie, ainsi que la manière dont ces sommes seraient investies. Plusieurs projets viendront soutenir cette vision : l'agrandissement de la flotte, qui devrait engloutir une part très significative de ce budget, mais également le développement des avions de combat et chars d'assaut de nouvelle génération venant remplacer les équipements actuels, la production de drones et d'aéronefs sans pilotes, le renforcement de la *British Army* par des recrutements supplémentaires, mais également par des robots, et la création d'unités de *hackers* qui viendront accroître les capacités du pays en matière de cyberdéfense et de cyberstratégie.

¹ CHUTER Andrew, « UK to boost defense budget by \$21.9 billion. Here's who benefits — and loses out. », [defensenews.com](https://www.defensenews.com/global/europe/2020/11/19/uk-to-boost-defense-budget-by-219-billion-heres-who-benefits-and-loses-out/), 19 novembre 2020, [en ligne], consulté le 02/02/2021. URL : <https://www.defensenews.com/global/europe/2020/11/19/uk-to-boost-defense-budget-by-219-billion-heres-who-benefits-and-loses-out/>



Cybersécurité et alignement sur les positions stratégiques américaines

Le grand large britannique, c'est, avant toute chose, son principal allié, les États-Unis, et ses préoccupations. Les priorités stratégiques énoncées en 2020 par les responsables politiques et militaires ne remettent pas en question cet état de fait, et désignent des enjeux très comparables, avec, en premier lieu, la lutte contre les ingérences chinoises et russes et les menaces non-conventionnelles. Le lieutenant-général James Hockenhull, chef de la *Defence Intelligence*, a ainsi expliqué en septembre dernier que, si la guerre conventionnelle était toujours une éventualité dont il convenait de se protéger, il fallait également prendre en compte les évolutions récentes de la manière dont les États s'affrontent². À l'heure actuelle, parmi les grandes puissances, peu sont enclines à déclencher une confrontation ouverte, qui serait ruineuse pour l'économie mondiale, et, *in fine*, ne se conclurait que par une défaite générale, sans réel vainqueur ; il s'agit donc désormais de cibler de manière précise les faiblesses politiques de ses adversaires, afin de les déstabiliser, sans pour autant prendre de risques trop importants. La Chine et la Russie, ainsi que leurs proches alliés (Corée du Nord, notamment) sont bien évidemment les deux pays les plus dangereux en la matière, en raison de leur grand savoir-faire en matière de cyberstratégie, et leurs équipes de *hackers* spécialisés dans les cyberattaques de grande ampleur. Les attaques contre le fonctionnement démocratique des pays occidentaux par le biais de la désinformation, le soutien aux groupuscules complotistes, les piratages de données (affaire des emails d'Hillary Clinton), sont autant d'actions audacieuses qui participent d'un travail de sape au sein de nos sociétés, ayant pour objectif l'instabilité politique, la polarisation idéologique, l'effritement du lien national et le discrédit des institutions aux yeux des citoyens.³ À ces objectifs purement politiques, s'ajoute bien entendu le vol de données plus classique. La Russie et la Corée sont à l'origine des infections au *ransomware* («rançongiciel») les plus importantes de cette dernière décennie (Petya en 2016, Wannacry, NotPetya et Adylkuzz en 2017), visant soit des entreprises (blocage des ordinateurs ne pouvant être levés qu'après versement d'une rançon) soit des banques (vol de données bancaires), et amassant au passage plusieurs millions, voire dizaines de millions de dollars de bénéfices ; la Chine, quant à elle, s'est spécialisée dans le vol de technologies, la plus récente de ses opérations de pillage ayant été dirigée vers les laboratoires médicaux cherchant des vaccins et des remèdes au virus de la covid-19. Ce sont donc ces opérations, audacieuses et

² Ministère de la Défense du Royaume-Uni, « Chief of Defence Intelligence comments on threats the UK will face in coming decades », 13 septembre 2020, [en ligne], consulté le 02/02/2021. URL : <https://www.gov.uk/government/news/chief-of-defence-intelligence-comments-on-threats-the-uk-will-face-in-coming-decades>

³ Ministère de la Défense du Royaume-Uni & le général Sir Nicholas Carter, « Chief of the Defence Staff, General Sir Nick Carter launches the Integrated Operating Concept », publié le 30 septembre 2020, consulté le 02/02/2021. URL : <https://www.gov.uk/government/speeches/chief-of-the-defence-staff-general-sir-nick-carter-launches-the-integrated-operating-concept>



agressives, mais difficiles à rattacher formellement à un État (et donc, ne pouvant pas à proprement parler constituer un *casus belli*) qui incitent les Britanniques à s'aligner sur les positions américaines en matière de cybersécurité.

L'administration de Donald Trump est à l'origine du bannissement de l'entreprise de téléphonie chinoise *Huawei* des réseaux de communication américains, et a incité ses proches alliés à en faire autant. Le développement du réseau 5G a en effet soulevé de nouvelles questions en matière de sécurité : celui-ci permet en effet de multiplier par dix le débit des flux de données actuel, entre autres avantages informatiques. Les applications à cette technologie seront nombreuses, aussi bien dans le domaine civil (villes connectées, voitures autonomes, digitalisation avancée des usines, etc.) que dans le secteur militaire (logistique, sécurisation des sites sensibles, etc.), ce qui implique de lourdes conséquences si elle venait à être détournée de son usage initial. Or, l'entreprise chinoise étant dirigée par un ancien membre de l'Armée Populaire de Libération, membre du Parti Communiste et proche du régime, il était évident que les États-Unis ne pouvaient laisser celle-ci se charger de la mise en place du réseau américain, car la Chine ne se serait pas privée d'utiliser cette position pour dérober des données critiques à une échelle plus large encore que celle pratiquée aujourd'hui. Le Royaume-Uni a suivi cet exemple à partir de janvier 2020, en annonçant que Huawei serait exclu du déploiement de la 5G dans les sites sensibles et dans les cœurs de réseau. Cependant, cette décision n'était pas suffisante aux yeux des Américains, et Londres a finalement décidé en juillet d'exclure totalement l'équipementier chinois de tous ses réseaux à partir de décembre 2020, et de lui faire démonter toutes les structures déjà existantes d'ici à 2027, pour le plus grand déplaisir de Pékin.⁴

C'est dans cet esprit que le gouvernement a décidé en outre de la création du *National Cyber Force*, comptant environ un millier de personnes, réunissant les compétences des forces armées britanniques et du *Government Communications Headquarters*, et dont l'objectif sera, à terme, de pouvoir mener la cyberguerre à armes égales avec les pays hostiles à l'Occident.⁵

⁴ LAGNEAU Laurent, « Finalement, le Royaume-Uni va bannir le chinois Huawei de ses réseaux 5G pour des raisons de sécurité », zone militaire - opex360.com, 15 juillet 2020, [en ligne], consulté le 02/02/2021. URL: <http://www.opex360.com/2020/07/15/finalement-le-royaume-uni-va-bannir-le-chinois-huawei-de-ses-reseaux-5g-pour-des-raisons-de-securite/>

⁵ LAGNEAU Laurent, « Le Royaume-Uni va massivement augmenter ses dépenses militaires et donner la priorité à la Royal Navy », zone militaire - opex360.com, 19 novembre 2020, [en ligne], consulté le 02/02/2021. URL : <http://www.opex360.com/2020/11/19/le-royaume-uni-va-massivement-augmenter-ses-depenses-militaires-et-donner-la-priorite-a-la-royal-navy/>



Modernisation de la *Royal Navy*

Les menaces de la cyberguerre ne devant pas faire oublier l'importance des forces armées et de leur capacité d'intimidation, Boris Johnson a décidé en 2020 que la *Royal Navy* ferait l'objet d'importants investissements devant permettre sa modernisation. Ces investissements porteront sur plusieurs aspects.

La marine britannique avait fait le choix, durant la Guerre Froide, de se doter de trois porte-aéronefs légers, de classe Invincible. Cependant, ces petits porte-avions ne pouvant emporter un nombre important de chasseurs, la décision fut prise en 1998 de les remplacer par deux navires de plus grandes dimensions. Le premier de cette nouvelle série, le *HMS Queen Elizabeth*, a été lancé en 2014 et mis en service en 2020 ; le second, le *HMS Prince of Wales*, a été mis à l'eau en 2017, et devrait entrer en service opérationnel complet d'ici quelques années. Ces deux bâtiments sont les plus grands jamais possédés par l'Angleterre, et ont été adaptés à l'emport des chasseurs omnirôles de cinquième génération *F-35B Lightning II*, ce qui devrait conférer à cette dernière une capacité d'intervention et une souplesse opérationnelle dont elle ne disposait plus depuis au moins une décennie.⁶

Afin de permettre le renouvellement de la force de dissuasion nucléaire, les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) ont également fait l'objet d'un programme de renouvellement. Les quatre anciens bâtiments de la classe Vanguard seront progressivement remplacés à partir de 2028 par quatre nouveaux de classe Dreadnought, dans le cadre du programme Successor, dont le coût total est évalué à 49 milliards d'euros. Ce programme est comparable au projet français de SNLE 3G, visant à remplacer les bâtiments de classe Le Triomphant par de nouveaux sous-marins d'ici 2030.

Enfin, l'argent investi par les Britanniques permettra le renouvellement des groupes aéronavals, en permettant le remplacement des vieilles frégates Type-23 par cinq de Type 26 et sept de Type 31. Le ministère de la Défense a également annoncé que le projet des frégates de Type-32 était sur la table, même si, à l'heure actuelle, on ne sait pas exactement quelles seront les caractéristiques de ce nouveau bâtiment. À terme, les Type-32 devraient permettre de porter le nombre de navires d'escorte de la flotte anglaise de dix-neuf à vingt-quatre, en y ajoutant toujours plus de cette flexibilité si nécessaire à l'efficacité opérationnelle des forces armées.⁷

⁶ GROIZELEAU Vincent, « Porte-avions britanniques : combien de F-35 ? », Mer et Marine, publié le 22/06/2018, [en ligne], consulté le 02/02/2021. URL : <https://www.meretmarine.com/fr/content/porte-avions-britanniques-combien-de-f-35>.

⁷ ALLISON Georges, « The new Type-32 Frigate - What do we know ? », UK Defence Journal, publié le 20 novembre 2020, [en ligne], consulté le 02/02/2021. URL : <https://ukdefencejournal.org.uk/the-new-type-32-frigate-what-do-we-know/>



Modernisation des forces aériennes

À l'heure actuelle, on sait que la Grande-Bretagne travaille sur trois projets distincts dans le domaine de l'aéronautique. Ils constitueront la sixième génération d'aéronefs, et feront office de succession aux Eurofighter Typhoon actuellement en service dans la *Royal Air Force*, aux côtés des F35 Lightning II américains.

Le premier projet a été annoncé en 2018, lors du salon de Farnborough : « *Tempest* ». Il s'agira d'un avion furtif et connecté, capable de diriger des drones, et d'être hautement « améliorable » (*upgradable*) en prévision du développement de futures technologies et d'électroniques embarquées. Sa réalisation sera effectuée par un consortium anglo-italien, récemment rejoint par des entreprises aéronautiques suédoises. Il serait possible que ce projet possède de nombreuses similarités avec le projet franco-hispano-allemand du SCAF (« Système de Combat Aérien du Futur »), ce qui a incité les Italiens à suggérer une évaluation de ces similarités, afin de rendre leur propre projet plus singulier, et donc plus compétitif, l'objectif étant surtout de ne pas perdre des marchés face à d'autres acteurs capables de proposer des modèles d'avions identiques, mais moins coûteux, ou plus efficaces dans leurs missions.^{8 9}

Le second projet, dit « *Mosquito* », vise à créer un avion sans pilote de type « ailier fidèle » (« *Loyal Wingman* »). L'idée générale est de pouvoir créer une escadrille d'avions, dont un seul serait en fait piloté par un être humain, les autres l'accompagnant et fonctionnant par le biais d'une électronique de pointe. Ils seraient ainsi nettement moins coûteux qu'un appareil dédié à un humain, tout en pouvant mener des missions classiques de bombardement, de guerre électronique et de renseignement. Ils devraient également être capables de cibler et d'abattre un avion ennemi, une première en la matière. Un démonstrateur a été commandé à l'entreprise Spirit AeroSystems en janvier 2021, qui verra le jour aux alentours de 2023. Le principal atout d'un tel système informatisé est la facilité de le mettre à niveau par de simples mises à jour, réduisant ainsi les coûts de manière considérable, et le rendant aussi bien utile pour les avions de combat actuels (F-35 et Eurofighter) que pour la prochaine génération, le *Mosquito* devant constituer une brique pour le fonctionnement optimal du *Tempest*.¹⁰

⁸ Royal Air Force, « Team Tempest - Working together to develop the New Generation of Combat Aircraft », site officiel de la Royal Air Force, [en ligne], consulté le 02/02/2021. URL : <https://www.raf.mod.uk/what-we-do/team-tempest/>

⁹ LAGNEAU Laurent, « Le Royaume-Uni, l'Italie et la Suède ont signé un protocole d'accord sur le développement du Tempest », zone militaire - opex360.com, 10 janvier 2021, [en ligne], consulté le 02/02/2021. URL : <http://www.opex360.com/2021/01/10/le-royaume-uni-litalie-et-la-suede-ont-signe-un-protocole-daccord-sur-le-developpement-du-tempest/>

¹⁰ LAGNEAU Laurent, « La Royal Air Force investit près de 35 millions d'euros pour développer un avion de combat sans équipage », zone militaire - opex360.com, 21 janvier 2021, [en ligne], consulté le 02/02/2021. URL : <http://www.opex360.com/2021/01/28/la-royal-air-force-investit-pres-de-35-millions-deuros-pour-developper-un-avion-de-combat-sans-equipage/>



Le troisième projet, également le plus ancien, est celui du *Taranis*, du nom du dieu celte du tonnerre. Les drones de combat sont à l'heure actuelle les modèles d'aéronefs sans pilote les plus évolués que l'industrie militaire sache produire, et le *Taranis* en sera le représentant britannique, capable de choisir et de frapper automatiquement ses cibles, faisant ainsi preuve d'une plus grande autonomie que les drones militaires actuellement employés. Là encore, ce projet trouve son pendant européen à travers le Dassault Neuron, dont le démonstrateur dispose pour l'instant d'une plus grande capacité d'emports de bombes et de missiles.¹¹

Les guerres de Libye ou du Haut-Karabagh, dans lesquelles l'armée turque a été impliquée, ont montré à quel point l'usage des drones de combat, même bon marché, pouvait renverser les cartes du champ de bataille¹². Il est donc cohérent que les armées les plus modernes cherchent à créer des systèmes embarqués dans lesquels les drones occuperont une place toujours importante, permettant d'ajouter à la qualité des équipements une quantité permise par la réduction des coûts de production de ces aéronefs.¹³ La *Royal Air Force*, en tout cas, a clairement décidé de suivre cette voie, et d'opter, à l'instar des États-Unis et des autres nations européennes, pour une automatisation toujours plus grande de ses forces et de ses capacités de frappe.

Modernisation des forces terrestres

Le dernier secteur devant faire l'objet d'investissements est celui de l'armée de terre. Historiquement, le Royaume-Uni a toujours été plus soucieux de sa marine que de ses forces terrestres, et, en l'occurrence, la tendance générale est toujours plus ou moins respectée. Le principal char de combat employé dans la *British Army* est à l'heure actuelle le *Challenger 2*, mis en service en 1998, et faisant lui-même suite au *Challenger 1* des années 80. Le *Life Expansion Program* britannique a pour objectif de moderniser les *Challenger 2*, par le biais d'une collaboration avec l'entreprise allemande Rheinmetall, afin de les rendre opérationnels jusqu'en 2030-2035.¹⁴ Cependant, en début d'année 2021, le Royaume-Uni a manifesté son intérêt pour le projet de char franco-allemand dit « MGCS » (« *Main Ground Combat System* »), devant remplacer à la fois les *Leclerc* et les *Leopard 2*. La conception de ce char connaît d'ores et déjà un certain nombre de

¹¹ BAE Systems, « Taranis », site officiel de BAE Systems, [en ligne], consulté le 02/02/2021. URL : <https://www.baesystems.com/en/product/taranis>

¹² Ministère de la Défense du Royaume-Uni & le général Sir Nicholas Carter, « Chief of the Defence Staff, General Sir Nick Carter launches the Integrated Operating Concept », publié le 30 septembre 2020, consulté le 02/02/2021. URL : <https://www.gov.uk/government/speeches/chief-of-the-defence-staff-general-sir-nick-carter-launches-the-integrated-operating-concept>

¹³ Ministère de la Défense du Royaume-Uni & le secrétaire d'État à la Défense Robert Wallace, « Defence Secretary's speech on defence reform », publié le 11 décembre 2020, [en ligne], consulté le 02/02/2021. URL : <https://www.gov.uk/government/speeches/defence-secretarys-speech-on-defence-reform>

¹⁴ ALLISON Georges, « Challenger 2 Life Extension Programme decision due later 2020 », UK Defence Journal, publié le 14 janvier 2020, [en ligne], consulté le 02/02/2021. URL : <https://ukdefencejournal.org.uk/challenger-2-life-extension-programme-decision-due-late-2020/>



difficultés en raison de l'hésitante collaboration entre les industries militaires des deux pays, et si l'Allemagne a indiqué qu'elle apprécierait de voir les Britanniques se joindre au projet en tant qu'observateurs, il n'est pas certain que la France en penserait de même. En effet, la maîtrise d'œuvre du projet a finalement été divisée à 50/50 face aux insistances françaises ; l'irruption des entreprises britanniques, dont beaucoup travaillent en coopération avec des entreprises allemandes, renverserait ce rapport de force en faveur de l'Allemagne, ce qui pourrait de nouveau en bloquer l'avancement. Quoi qu'il en soit, le char MGCS verra le jour en même temps que les *Challenger 2* arriveront en bout de vie : peut-être les Anglais décideront-ils à ce moment-là d'en faire l'acquisition, ou bien de lancer leur propre projet de char de combat totalement indépendant, comme ce fut le cas pour le *Challenger 1*.¹⁵

Le tout dernier point évoqué par le gouvernement britannique en matière de modernisation des forces armées est celui de l'introduction de robots au sein de l'infanterie. Ce ne sont pour le moment que des déclarations d'intention, et l'on ne sait précisément s'il s'agira seulement de robots d'appui ou bien de réels robots-soldats, capables de suivre des soldats et de participer aux combats, mais il a été question de porter leur nombre à près de trente-mille dans la *British Army*, en prévision des guerres futures dans lesquelles les humains seraient censés prendre de moins en moins part.¹⁶ Dans l'immédiat, il faut surtout supposer que l'argent sera investi dans la recherche robotique, et qu'il faudra attendre encore quelques années, voire décennies, avant que *Robocop* ne s'invite sur les champs de bataille...

¹⁵ LAGNEAU Laurent, « Le Royaume-Uni envisage de rejoindre le projet de char franco-allemand en tant qu'observateur », zone militaire - opex360.com, 12 janvier 2021, [en ligne], consulté le 02/02/2021. URL : <http://www.opex360.com/2021/01/12/le-royaume-uni-envisage-de-rejoindre-le-projet-de-char-franco-allemand-en-tant-quobservateur/>

¹⁶ HAYNES Deborah, « Risk of new world war is real, head of UK armed forces warns », SkyNews, interview du général Sir Nicholas Carter, publié le 8 novembre 2020, [en ligne], consulté le 02/02/2021. URL : <https://news.sky.com/story/risk-of-new-world-war-is-real-head-of-uk-armed-forces-warns-12126389>



CONCLUSION

L'effort consenti par les Britanniques est très conséquent, et il est indéniable que le Ministère de la Défense de Boris Johnson a bien compris qu'il devenait dangereux de s'enfermer dans une vision où guerre conventionnelle et affrontement non-conventionnel seraient deux concepts distincts et cloisonnés. En brouillant les limites et en confondant ces deux notions, les Russes et les Chinois ont fait preuve d'imagination et d'esprit d'innovation, et ont mis en défaut les forces occidentales, jusqu'à présent avec un certain succès. Le virage anglais suit la politique de défense américaine, initiée par Obama, considérablement renforcée par Trump, et, pour le moment, poursuivie par Joe Biden. Emmanuel Macron semble lui aussi vouloir suivre cette piste, les projets de modernisation anglais trouvant souvent leur pendant français ou européen ; c'est en effet une course aux nouvelles technologies qui s'est engagée entre les grandes puissances, une course vitale, dont on ne connaîtra les vainqueurs que dans plusieurs années, voire décennies. *Alea iacta est !*